

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès
84905 AVIGNON

AVIGNON, le 29/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/03/2023

Contexte et constats

Publié sur 

APTUNION

Quartier Salignan - CS 90137
chocolaterie-confiserie
84400 Apt

Références : D-00197-2023
Code AIOT : 0006400455

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/03/2023 dans l'établissement APTUNION implanté Quartier Salignan - 84400 Apt. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- APTUNION
- Quartier Salignan - CS 90137 - 84400 Apt
- Code AIOT : 0006400455
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société APTUNION INDUSTRIE SAS exploite un établissement spécialisé dans la fabrication de fruits confits.

Les activités exercées par APTUNION INDUSTRIE SAS sur son site de Salignan sont réglementées par l'arrêté préfectoral en date du 11 mai 2017, modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 06 juillet 2018, du 25 septembre 2019 et du 20 juillet 2020.

Le site n'est pas soumis à garanties financières, il n'entre pas dans le champ d'application de la directive IED.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- les suites données à la précédente inspection (07/10/2021) ;
- le respect des dispositions du chapitre 4.2 et du titre 10 de l'AP du 11/05/2017 (vérification non exhaustive).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	Adaptation des prescriptions en cas de sécheresse	Arrêté Préfectoral du 11/05/2017, article 4.2.3	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
6	Valeurs limites de rejets - eaux des purges des TARs	Arrêté Préfectoral du 11/05/2017, article 4.4.9.2	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
8	Valeurs limites de rejets - Rejets aqueux en sortie de STEP	Arrêté Préfectoral du 11/05/2017, article 4.4.9.1	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
9	Surveillance des effets sur le milieu aquatique	Arrêté Préfectoral du 11/05/2017, article 10.2.4	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Bassins de rétention	AP Complémentaire du 20/07/2021, article 8	Action corrective	Sans objet
2	Origine des approvisionnements en eau	Arrêté Préfectoral du 11/05/2017, article 4.2.1	/	Sans objet
3	Protection des réseaux d'eau potable	Arrêté Préfectoral du 11/05/2017, article 4.2.2	/	Sans objet
5	Fréquence et modalités de l'autosurveillance de la qualité des rejets TAR	Arrêté Préfectoral du 11/05/2017, article 10.2.3	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Fréquence et modalités de l'autosurveillance des rejets aqueux de la STEP	Arrêté Préfectoral du 11/05/2017, article 10.2.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les suites données à la visite d'inspection précédente (10/07/2021) sont satisfaisantes. Les constats réalisés lors de l'inspection du 02/03/2023 conduisent l'Inspection à adresser à l'exploitant une lettre de suite préfectorale, lui demandant de mettre en oeuvre des actions correctives afin de lever les non-conformités constatées et relatives :

- au bilan des consommations d'eau pendant l'épisode de sécheresse 2022 ;
- au contrôle de la qualité des rejets internes (TARs)
- à la qualité des rejets en sortie de la STEP interne (dépassement réguliers des VLE en concentration et en flux pour le phosphore) ;
- à la fréquence des mesures de suivi dans le milieu naturel récepteur (Calavon) ;
- à la communication des résultats du suivi de la qualité du milieu naturel récepteur.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Bassins de rétention

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/07/2021, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement
Point de contrôle déjà contrôlé : Vi du 07/10/2021 (demande d'actions correctives)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les orifices d'écoulement des bassins de rétention des secteurs 3, 4 et 5 sont munis de dispositifs automatiques d'obturation pour assurer le confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées.</p> <p>En l'absence de tels dispositifs et cas d'incendie (ou de perte de confinement), les vannes de sectionnement de ces bassins de rétention sont immédiatement placées en position fermée. L'exploitant s'assure régulièrement du bon fonctionnement des vannes. Ces dispositions font l'objet d'une consigne écrite.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Rappel des constats lors de l'inspection du 07/10/2021</u> : Les bassins ne sont pas munis de dispositifs automatiques d'obturation, uniquement de vannes manuelles (au nombre de trois). L'exploitant avait présenté les consignes générales incendie. En cas d'incendie, l'astreinte environnement est appelée pour venir fermer l'évacuation des bassins d'orage. L'exploitant ne disposait pas de consigne spécifique à la vérification du bon fonctionnement des vannes. L'Inspection avait demandé à l'exploitant de compléter son POI par une consigne de fermeture des vannes manuelles des bassins de rétention, cette consigne devant également prévoir la vérification du bon fonctionnement des vannes.</p> <p><u>Constats lors de l'inspection du 02/03/2023</u> : L'exploitant a complété son POI (le logigramme d'alerte en cas d'incendie prévoit que le chargé d'évacuation vérifie la fermeture des vannes des bassins d'orage) et rédigé une consigne précisant que le bon fonctionnement des vannes est testé au moins à fréquence annuelle ; le test est consigné par écrit. Dernier test réalisé : le 06/03/2022.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Origine des approvisionnements en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/05/2017, article 4.2.1		
Thème(s) : Risques chroniques, Eau		
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet		
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite. Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et consultable par l'Inspection des installations classées. Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :		
Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Prélèvement maximal annuel (m³/an)
Société du Canal de Provence	Durance du canal EDF à l'Asse	300000
Réseau public	AEP Apt	6000
Constats : La Société du Canal de Provence (SCP) approvisionne le site en eau potable. Les prélèvements annuels d'eau sont les suivants : - SCP : 233 545 m³ en 2022 ; 249 714 m³ en 2021 ; - Réseau public AEP : 8321 m³ en 2022 ; 14 205 m³ en 2021. Les prélèvements 2021 et 2022 dans le réseau SCP sont en dessous du volume annuel autorisé ; par contre, les prélèvements dans le réseau public AEP dépassent les volumes annuels autorisés. Toutefois, globalement, la consommation totale annuelle du site est inférieure au volume total autorisé de 306 000 m³. Les dépassements observés sur le réseau public AEP sont liés à des arrêts d'approvisionnement en eau potable en provenance de la SCP, pour des opérations de maintenance programmées ou curatives. Pendant ces arrêts, l'usine passe sur le réseau AEP (l'usine était autrefois alimentée en 100 % AEP). L'exploitant dispose d'un compte sur le site internet de la SCP, lui permettant d'obtenir un relevé au quart d'heure de sa consommation en eau. De plus, il procède à un relevé du compteur, une fois par semaine. Idem pour l'eau du réseau AEP. Les relevés sont portés dans un registre informatique.		
Type de suites proposées : Sans suite		
Proposition de suites : Sans objet		

N° 3 : Protection des réseaux d'eau potable

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/05/2017, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement. Le bon fonctionnement de ces équipements fait l'objet de vérifications au moins annuelles.
Constats : Réseau AEP : l'exploitant a présenté à l'Inspection les fiches de synthèse de maintenance des disconnecteurs (au nombre de 3) et clapets (au nombre de 2), établis par la société MADIS en 2021 et 2022. L'Inspection note que la société MADIS a formulée deux observations, relatives aux disconnecteur et clapet se trouvant dans le regard extérieur du bâtiment G4 (fosse inondable et absence de vanne aval unique réglementaire sur le disconnecteur). Malgré ces observations, la société MADIS indique que la protection assurée par le disconnecteur est conforme. Réseau SCP : l'exploitant indique l'absence de dispositifs de disconnexion, compte tenu que l'usine est alimentée uniquement par pompage. L'eau en sortie de l'usine de potabilisation de la SCP est pompée vers un bassin tampon, puis l'usine APTUNION est alimentée par une seconde unité de pompage située en aval du bassin tampon.
Observations : <i>L'exploitant précisera à l'Inspection, sous un mois, la ou les incidences des observations portées par la société MADIS sur le disconnecteur situé dans le regard extérieur du bâtiment G4.</i>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Adaptation des prescriptions en cas de sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/05/2017, article 4.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les seuils d'alerte, de crise, et les modalités de réduction sont définis dans l'arrêté préfectoral cadre en vigueur en vue de la préservation de la ressource en eau dans le département de Vaucluse. En cas d'alerte sécheresse sur la Durance, l'exploitant doit respecter les dispositions suivantes : [...]
Sur les périodes d'alerte ou de crise, l'exploitant établira un bilan des consommations, qui sera remis à l'inspection des installations classées, dans un délai de 15 jours qui suivront la levée des restrictions.
Constats : Par rapport à l'épisode de sécheresse 2022, l'exploitant n'a pas établi et transmis le bilan des consommations.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Fréquence et modalités de l'autosurveillance de la qualité des rejets TAR

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/05/2017, article 10.2.3																									
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux																									
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet																									
Prescription contrôlée : L'exploitant procède aux contrôles suivants aux points de rejets : - Rejets n° : 7GR4, 7GR7 tels que définis à l'article 4.4.5.2 du présent arrêté																									
<table><tr><th>Paramètres</th><th>Périodicité de la mesure</th></tr><tr><td>pH</td><td>Annuelle</td></tr><tr><td>Température</td><td>Annuelle</td></tr><tr><td>MES</td><td>Annuelle</td></tr><tr><td>DCO</td><td>Trimestrielle</td></tr><tr><td>Cuivre et ses composés (en Cu)</td><td>Annuelle</td></tr><tr><td>Zinc et ses composés (en Zn)</td><td>Annuelle</td></tr><tr><td>Nickel et ses composés (en Ni)</td><td>Annuelle</td></tr><tr><td>Phosphore</td><td>Annuelle</td></tr><tr><td>AOX</td><td>Annuelle</td></tr><tr><td>THM</td><td>Trimestrielle</td></tr><tr><td>Chlorures</td><td>Trimestrielle</td></tr></table>		Paramètres	Périodicité de la mesure	pH	Annuelle	Température	Annuelle	MES	Annuelle	DCO	Trimestrielle	Cuivre et ses composés (en Cu)	Annuelle	Zinc et ses composés (en Zn)	Annuelle	Nickel et ses composés (en Ni)	Annuelle	Phosphore	Annuelle	AOX	Annuelle	THM	Trimestrielle	Chlorures	Trimestrielle
Paramètres	Périodicité de la mesure																								
pH	Annuelle																								
Température	Annuelle																								
MES	Annuelle																								
DCO	Trimestrielle																								
Cuivre et ses composés (en Cu)	Annuelle																								
Zinc et ses composés (en Zn)	Annuelle																								
Nickel et ses composés (en Ni)	Annuelle																								
Phosphore	Annuelle																								
AOX	Annuelle																								
THM	Trimestrielle																								
Chlorures	Trimestrielle																								
Constats : L'exploitant a adressé à l'Inspection, à l'issue de la visite, les bordereaux d'analyses des prélèvements effectués sur les rejets des purges des deux TARs, pour l'année 2022 (prélèvements du 22/03, 14/06, 27/09 et 20/12). DCO, THM, température, chlorures et AOX ont été quantifiés sur chaque prélèvement trimestriel (à noter que les THM n'ont pu être analysés sur les prélèvements de décembre 2022, suite à un incident technique du laboratoire d'analyses). pH, MES, Cu, Zn, Ni et phosphore total ont été quantifiés sur les prélèvements réalisés le 27/09/2022.																									
Type de suites proposées : Sans suite																									
Proposition de suites : Sans objet																									

N° 6 : Valeurs limites de rejets - eaux des purges des TARs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/05/2017, article 4.4.9.2																																	
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux																																	
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet																																	
Prescription contrôlée : Référence des rejets internes à l'établissement : N° 7GR4 et 7GR7 (rejets des purges des tours aéroréfrigérantes)																																	
<table border="1"> <thead> <tr> <th>Paramètres</th><th>Valeurs limites d'émission Concentration moyenne journalière (en mg/l)</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Débit</td><td>/</td></tr> <tr> <td>Température</td><td>< 30 °C</td></tr> <tr> <td>pH</td><td>entre 5,5 et 9,5</td></tr> <tr> <td>DCO</td><td>2000</td></tr> <tr> <td>Phosphore total</td><td>50</td></tr> <tr> <td>MES</td><td>600</td></tr> <tr> <td>AOX</td><td>1</td></tr> <tr> <td>Arsenic et composés (en As)</td><td>0,05</td></tr> <tr> <td>Fer et composés (en Fe)</td><td>5</td></tr> <tr> <td>Cuivre</td><td>0,5</td></tr> <tr> <td>Nickel et composés (en Ni)</td><td>0,5</td></tr> <tr> <td>Plomb et composés (en Pb)</td><td>0,5</td></tr> <tr> <td>Zinc</td><td>2</td></tr> <tr> <td>THM (trihalométhane)</td><td>1</td></tr> <tr> <td>Chlorures</td><td>/</td></tr> </tbody> </table>	Paramètres	Valeurs limites d'émission Concentration moyenne journalière (en mg/l)	Débit	/	Température	< 30 °C	pH	entre 5,5 et 9,5	DCO	2000	Phosphore total	50	MES	600	AOX	1	Arsenic et composés (en As)	0,05	Fer et composés (en Fe)	5	Cuivre	0,5	Nickel et composés (en Ni)	0,5	Plomb et composés (en Pb)	0,5	Zinc	2	THM (trihalométhane)	1	Chlorures	/	
Paramètres	Valeurs limites d'émission Concentration moyenne journalière (en mg/l)																																
Débit	/																																
Température	< 30 °C																																
pH	entre 5,5 et 9,5																																
DCO	2000																																
Phosphore total	50																																
MES	600																																
AOX	1																																
Arsenic et composés (en As)	0,05																																
Fer et composés (en Fe)	5																																
Cuivre	0,5																																
Nickel et composés (en Ni)	0,5																																
Plomb et composés (en Pb)	0,5																																
Zinc	2																																
THM (trihalométhane)	1																																
Chlorures	/																																
Constats : Pour l'année 2022, les concentrations mesurées dans les purges des TARs sont conformes aux valeurs limites ci-dessus, à l'exception de la concentration en zinc mesurée dans la purge de la TAR du bâtiment GR4 en septembre 2022 (13 mg/L). La concentration en zinc mesurée précédemment, sur le prélèvement annuel 2021, était quant à elle conforme.																																	
Type de suites proposées : Avec suites																																	
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale																																	
Proposition de délais : 1 mois																																	

N° 7 : Fréquence et modalités de l'autosurveillance des rejets aqueux de la STEP

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/05/2017, article 10.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

L'exploitant procède aux contrôles suivants aux points de rejets :

- Rejet n°1 tel que défini à l'article 4.4.5.1 du présent arrêté

Paramètres	Périodicité de la mesure	Type de suivi	Fréquence de transmission
Débit	Continue	Continu	Mensuelle
pH			
DCO	Journalière	Moyenne sur 24h	
MES			
DBO ₅	Hebdomadaire		
Azote total			
Phosphore total			
Sulfates			
Potassium			

Les mesures comparatives mentionnées à l'article 10.1.2 sont réalisées deux fois par an, sauf si les mesures effectuées dans le cadre de l'autosurveillance sont réalisées par des laboratoires agréés par le ministère de l'environnement.

Constats :

Pour l'année 2022 (sur la base des déclarations GIDAF), les fréquences de mesures et d'analyses associées à l'autosurveillance du rejet de la STEP sont respectées, sauf pour le phosphore, qui n'a pu être analysé en août et septembre suite à une panne du chromatographe du laboratoire extérieur.

En termes de mesures comparatives, seuls les paramètres DBO₅, azote et phosphore sont analysés par un laboratoire externe. Pour 2021 et 2022, l'exploitant dispose des mesures comparatives suivantes :

- les contrôles inopinés mandatés par l'Inspection ;

- les contrôles des dispositifs d'autosurveillance réalisés par l'agence de l'eau.

Observations :

Il a été rappelé à l'exploitant que les contrôles inopinés mandatés par l'Inspection et les contrôles réalisés par l'agence de l'eau ne sont pas systématiquement réalisés chaque année. Par conséquent, en l'absence de ces contrôles, il lui appartient de mandater lui-même un laboratoire extérieur, afin de disposer des deux analyses comparatives pour l'année.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Valeurs limites de rejets - Rejets aqueux en sortie de STEP

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/05/2017, article 4.4.9.1																										
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux																										
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet																										
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et en flux ci-dessous définies. Référence du rejet vers le milieu récepteur : N °1 (Cf. repérage du rejet au paragraphe 4.4.2)																										
<table><tr><th>Paramètres</th><th>Concentration maximale (mg/L)</th><th>Flux maximal journalier (kg/j)</th></tr><tr><td>DCO</td><td>90</td><td>112,5</td></tr><tr><td>MES</td><td>35</td><td>44</td></tr><tr><td>DBO₅</td><td>30</td><td>37,5</td></tr><tr><td>Azote global (comprenant azote organique, azote ammoniacal, azote oxydé)</td><td>10</td><td>12,5</td></tr><tr><td>Phosphore total</td><td>2</td><td>2,5</td></tr><tr><td>Sulfates</td><td>500</td><td>625</td></tr><tr><td>Potassium</td><td>100</td><td>125</td></tr></table>	Paramètres	Concentration maximale (mg/L)	Flux maximal journalier (kg/j)	DCO	90	112,5	MES	35	44	DBO ₅	30	37,5	Azote global (comprenant azote organique, azote ammoniacal, azote oxydé)	10	12,5	Phosphore total	2	2,5	Sulfates	500	625	Potassium	100	125		
Paramètres	Concentration maximale (mg/L)	Flux maximal journalier (kg/j)																								
DCO	90	112,5																								
MES	35	44																								
DBO ₅	30	37,5																								
Azote global (comprenant azote organique, azote ammoniacal, azote oxydé)	10	12,5																								
Phosphore total	2	2,5																								
Sulfates	500	625																								
Potassium	100	125																								
Constats : Pour l'année 2022, l'Inspection note : <ul style="list-style-type: none">- Sur la deuxième quinzaine de juillet, une erreur humaine a conduit à un fort surdosage de nutriment dans le bassin biologique aérobie, qui a eu pour conséquence de nombreux et forts dépassements des valeurs limites en MES, DCO, phosphore et azote. Les effluents en sortie de STEP ont par conséquent été épandus (épandage du 16 au 31 juillet), conformément aux dispositions de l'article 4.4.9.1 de l'AP du 11/05/2017 modifié.- A l'exception de cet épisode en juillet, les résultats d'autosurveillance sont conformes, sauf pour le phosphore où des dépassements des VLE en concentration et en flux sont observés fréquemment. Concernant ces dépassements, l'exploitant précise : le traitement biologique des effluents nécessite des nutriments. En particulier l'effluent traité, riche en carbone, est carencé en phosphore. APTUNION introduit donc une solution de nutriment contenant du phosphore qui est dosée en entrée de méthaniseur. Le phosphore mesuré en sortie de STEP est l'excès de phosphore injecté. Une carence en phosphore limite le traitement de la DCO et augmente les MEST. Un excès en phosphore est nécessaire mais un équilibre est à rechercher afin de ne pas dépasser la concentration de 2 mg/l en sortie de STEP. APTUNION doit renforcer sa vigilance quotidienne sur l'apport de phosphore. Il est à noter que le phosphore est analysé dans le rejet de la STEP une fois par semaine par un laboratoire extérieur. Les résultats d'analyses sont communiqués à l'exploitant, 15 jours après réception au laboratoire. Ce délai d'analyses ne permet pas d'être réactif dans le dosage des nutriments.																										
Type de suites proposées : Avec suites																										
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale																										
Proposition de délais : 1 mois																										

N° 9 : Surveillance des effets sur le milieu aquatique**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 11/05/2017, article 10.2.4**Thème(s) :** Risques chroniques, Eau de surface**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet**Prescription contrôlée :**

Un suivi du milieu récepteur Calavon sera effectué comme suit :

Paramètres	Points de surveillance	Fréquence
pH DCO MES Azote NTK Phosphore total Sulfates Potassium	Un point en aval du rejet Un point en amont du rejet	1 fois par mois (de janvier à juin, d'octobre à décembre) 2 fois par mois (de juillet à septembre)

Si les valeurs en concentration caractérisant la qualité du milieu, visées dans le tableau ci-dessous, sont dépassées à l'aval du rejet, l'exploitant en informe immédiatement l'inspection des installations classées.

Si les dépassements en sulfates et/ou potassium sont imputables aux rejets d'Aptunion (ie, les valeurs limites ne sont pas dépassées à l'amont), l'inspection pourra demander à suspendre l'injection des saumures.

Paramètres	Concentration dans le milieu (mg/L)	
	Surveillance de janvier à juin, d'octobre à décembre	Surveillance de juillet à septembre
DCO	20	20
MES	25	25
Azote NTK	2	2
Phosphore total	0,2	0,5
Sulfates	120	190
Potassium	10	25

Les modalités de surveillance prévues au présent article pourront être modifiées au bout d'une année complète de surveillance, sur la base d'un bilan fourni par l'exploitant démontrant que quelle que soit la période de l'année au cours de laquelle les saumures sont injectées dans la station d'épuration, les valeurs limites fixées au présent article et à l'article 4.4.9.1 du présent arrêté sont respectées.

Constats :

L'exploitant a présenté à l'Inspection le tableau informatique de suivi du milieu extérieur.

L'exploitant réalise des prélèvements et analyses au niveau de trois points distincts du Calavon :

- un point en amont de l'usine Aptunion et de la STEP urbaine d'Apt ;
- un point en amont du rejet de la STEP d'Aptunion et en aval de la STEP urbaine ;
- un point en aval du rejet de la STEP d'Aptunion et de la STEP urbaine.

L'Inspection a pris connaissance des résultats du suivi pour l'année 2022, et constate que la fréquence des mesures n'est pas respectée :

- les paramètres de suivi sont analysés à fréquence mensuelle toute l'année, alors qu'une fréquence bimensuelle est prescrite pour la période de juillet à septembre ;
- il n'y a pas eu d'analyse en juillet ;
- les résultats d'analyse en août sont incomplets (seuls pH, MEST et DCO ont été mesurés).

Par rapport aux valeurs de référence de la qualité du milieu, l'Inspection observe que :

- le Calavon en amont des deux STEP est à sec une partie de l'année (de mai à octobre pour 2022) ;
- la rivière présente en amont des concentrations en azote et sulfates significatives, proche de la valeur de qualité du milieu pour l'azote (1,8 mg/L en moy.) et même supérieure pour les sulfates (205 mg/L en moy.) ;
- les valeurs de qualité du milieu pour les sulfates, le phosphore total et le potassium sont dépassées en aval des rejets des deux STEP (industriel et urbaine) : 225 mg/L en moyenne pour les sulfates, 1 mg/ L pour le phosphore et 23 mg/L pour le potassium. Les concentrations mesurées en amont de la STEP d'Aptunion et en aval de la STEP urbaine (151 mg/L en moyenne pour les sulfates, 0,3 mg/ L pour le phosphore et 16 mg/L pour le potassium), montrent un impact du site d'Aptunion. Toutefois, les valeurs de qualité du milieu sont d'ores-et-déjà dépassée en amont du site Aptunion pour les sulfates et le potassium.

Les dépassements constatés des valeurs de référence de qualité du milieu ne font pas l'objet de signalements à l'Inspection de la part de l'exploitant.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois